

Pour une vraie politique énergétique sociale votons contre l'extrême droite



Communiqué du 20 juin 2024

La dissolution de l'Assemblée nationale par E. Macron le 9 juin dans la foulée d'élections européennes marquées par une montée de l'extrême droite puis l'alliance rapide des partis de gauche dans le Nouveau Front Populaire appellent à un sursaut dans les urnes et dans la rue. Le Réseau Sortir du nucléaire appelle pour la première fois de son histoire à aller voter aux élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024, contre l'extrême droite et pour les candidat·es affichant un programme défendant les libertés associatives et des propositions en faveur des énergies renouvelables (EnR) et de la sobriété énergétique.

Défendons notre liberté associative

Le Rassemblement National (RN) menace d'obtenir un grand nombre de député·es aux élections législatives et même un premier ministre issu de ses rangs. Cela représenterait un risque pour l'existence même de notre association.

En octobre dernier, le RN avait en effet proposé un amendement au projet de loi de finances (PLF) prévoyant de suspendre les avantages fiscaux des associations faisant appel à des dons pour financer leurs activités dans le cas où celles-ci seraient condamnées pour certaines infractions pénales [1].

Le parti Les Républicains (LR) n'est par ailleurs pas en reste dans le domaine. En 2022, il avait également proposé un amendement au PLF visant à supprimer les réductions d'impôts des dons aux associations *"dont les adhérents sont reconnus coupables d'actes d'intrusion sur les propriétés privées agricoles et établissements industriels"*.

Quant au gouvernement actuel, il s'est fait connaître pour avoir qualifié d'écoterroristes les militant·es écologistes anti-bassines et a contribué à ce que la France ait récemment été épinglée par le rapporteur spécial sur les défenseurs de l'environnement comme étant le *"pire pays d'Europe concernant la répression policière des militants environnementaux"*.

Les partis de droite en lice pour les élections législatives menacent l'activité de protection de l'environnement d'associations telles que la nôtre. L'arrivée de l'extrême-droite au pouvoir porterait cette menace à son paroxysme en portant gravement atteinte à nos capacités de fonctionnement, d'engagement et de mobilisation.

Voter pour un programme énergétique ambitieux

Nous avons dénoncé à maintes reprises la politique énergétique d'E. Macron. Sa mise en œuvre d'un programme de développement de nouveaux réacteurs nucléaires s'effectue à marche forcée et sans stratégie globale. Son premier discours de campagne pour les législatives présage d'une continuité en la matière. Sans s'appuyer sur aucune étude et alors que les 6 EPR2 envisagés voient leurs coûts s'envoler, il a annoncé son souhait de construire 8 EPR2 en plus.

La possible arrivée massive de député·es d'extrême droite à l'Assemblée nationale augure de biens funestes alliances contre la transition énergétique.

Le RN a régulièrement pris position contre le développement des énergies renouvelables [2]. Dans son programme figure actuellement la fin des subventions aux "énergies intermittentes comme l'éolien" et l'investissement massif dans le nucléaire.

Le parti souhaiterait, comme les Républicains (LR) construire 20 nouveaux réacteurs. Le député Maxime Amblard, candidat pour la Meuse et physicien nucléaire préconisant même 34 nouveaux réacteurs d'ici 2050. Le danger d'une telle alliance de circonstance est d'autant plus menaçant qu'elle pourrait s'appuyer sur les député·es de droite et d'extrême droite récemment élu·es au Parlement européen pour obtenir des financements et de nouvelles dérogations aux règles européennes.

De son côté, le Nouveau Front Populaire a réussi à s'accorder sur l'urgence de voter une loi énergie climat, la mise en place de mesures de sobriété et le développement et La Défense des EnR, dès les 100 premiers jours de son mandat dans le cas où les partis qui le composent obtiendraient la majorité à l'Assemblée nationale [3].

Se mobiliser pour une politique énergétique sociale

Le RN se vante régulièrement d'œuvrer pour les classes populaires, notamment dans le domaine de l'énergie. Mais la réalité des votes de ses député·es à l'Assemblée nationale est toute autre [4]. Leurs propositions pour les élections législatives ont été quant à elles qualifiées de difficilement réalisables [5] et certaines risquent par ailleurs d'avoir des effets délétères pour l'environnement [6] ou encore d'être contre-productives pour le portefeuille des ménages.

En supprimant les limites à la location des passoires thermiques sans s'atteler à la rénovation des bâtiments, le RN contribuerait à créer les conditions d'existence de factures énergétiques mirobolantes notamment pour les ménages les plus modestes. Nous pointons régulièrement du doigt l'importance d'accélérer la rénovation thermique des bâtiments via un soutien financier conséquent.

Alors que cela permettrait de diminuer notre consommation énergétique tout en allégeant la facture des ménages, E. Macron a progressivement mis de côté cet aspect de la transition énergétique. Son gouvernement a par ailleurs été incapable d'endiguer l'augmentation des prix de l'énergie. Une dynamique qui risque fortement de se poursuivre avec la relance du nucléaire [7].

Le programme du Nouveau Front Populaire en revanche, propose des mesures concrètes pour faire directement baisser les prix de l'énergie tout en s'attelant à diminuer les factures énergétique en encourageant l'isolation des logements par des mesures de soutien financier [8] notamment à destination des plus modestes.

***L'heure est au choix et à l'action pour soutenir un changement de modèle énergétique et la pérennité de notre action antinucléaire !
Votez et rejoignez les mobilisations contre l'extrême droite !***

Premiers signataires : Comité Régional d'Information sur le Nucléaire (CRIN), Stop Transports-Halte au Nucléaire, Sortir du Nucléaire Trégor, Sortir du nucléaire 72, Gama 50 Manche, Sortir du nucléaire Paris, Stop nucléaire 56 Trawalc'h, Rhône Alpes sans nucléaire, Sortir du nucléaire Pays nantais, Yosomono-Net, Sortir du nucléaire 49, NaH-Hague, Comité de Réflexion, d'information et de lutte antinucléaire (CRILAN).

Contact presse : Marion Rivet - chargée des relations médias : 06 64 66 01 23



Texte, liens internet et notes sur :

<https://www.sortirdunucleaire.org/Pour-une-vraie-politique-energetique-sociale#nb7>

Le CRILAN est membre du Réseau Sortir du Nucléaire,